

# ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse

---

## Informations du Guatemala

4<sup>e</sup> année, n° 157

Du 31 janvier au 6 février 1986

### ECONOMIE

Libération des prix

Les consommateurs sont presque les seuls contribuables

### CONTRE-INSURRECTION

Amélioration des équipements pour les forces de police

### INSURRECTION

Actions rebelles

Rapport officiel

### DROITS DE L'HOMME

Les assassinats perdurent

Des maisons de paysans, brûlées

Assassinats de paysans

Assassinat d'un homme politique

Culross veut contribuer à changer l'image de marque du pays

A.I. demande qu'un terme soit mis aux assassinats

L'armée nie l'existence de disparus

Spéculations

### SITUATION SOCIALE

La DC oublie ses promesses

Réussite en matière d'augmentation salariale

## ECONOMIE

### LIBERATION DES PRIX

Le 28 janvier, le Ministre de l'Economie, Lizardo Sosa annonçait que le gouvernement avait décidé de libérer, temporairement, les prix plafonds de certains produits qui sont encore à ce jour soumis à un contrôle, étant donné que les dits prix sont sur le point d'étrangler l'activité productive. Il faut en effet tenir compte du coût élevé des inputs de production.

### LES CONSOMMATEURS SONT PRESQUE LES SEULS CONTRIBUABLES

Le 31 janvier, le président du congrès, Alfonso Cabrera Hidalgo signalait que le Guatemala était le seul pays au monde où 85 % des impôts étaient supportés par les consommateurs et les 15 % restants par le secteur des entreprises. Il en appelle à l'instauration d'une échelle d'impôt de type moderne.

Cependant, les secteurs représentatifs de l'Initiative Privée ont fait savoir qu'ils n'accepteraient pas de nouvelles charges fiscales et qu'ils prendraient les mesures nécessaires aux fins d'empêcher l'accomplissement des objectifs gouvernementaux.

## CONTRE-INSURRECTION

### AMELIORATION DES EQUIPEMENTS POUR LES FORCES DE POLICE

Le 29 janvier, le Ministre de l'Intérieur, au cours d'une conférence de presse, a souligné le fait que les équipements et la formation technique de la police nationale allaient connaître une nette amélioration.

Le fonctionnaire a précisé que le gouvernement démocrate-chrétien allait investir quelques 75 millions de quetzales à l'achat desdits équipements, des radios à usage pendant les patrouilles et des systèmes de communications, des programmes d'enquêtes et informatisés, dans le but d'obtenir une plus grande efficacité des forces de sécurité.

## INSURRECTION

### ACTIONS REBELLES

Le 3 février, les Forces Armées Rebelles -FAR- signalaient que le 29 janvier, le détachement militaire de Patzún, dans le département central de Chimaltenango, avait été attaqué par des unités insurrectionnelles. De même, le 2 février, des effectifs des forces insurrectionnelles s'en prenaient à une compagnie de l'armée, dans la bourgade Las Cuaches, du département de El Peten. Selon le rapport, il est impossible de préciser le nombre de pertes occasionnées au sein des troupes officielles.

De même, le 21 février, on apprenait que les rebelles avaient tendu une embuscade à une compagnie militaire aux environs de la bourgade de Sajbin, à El Peten, où ils ont infligé 3 pertes parmi les soldats.

### RAPPORT OFFICIEL

Le 3 février, l'armée signalait qu'une patrouille militaire avait réussi à démanteler un poste d'observation des insurgés près du village Yaxchilan, à El Peten.

L'information émanant de source militaire stipule également qu'au terme de l'affrontement, trois soldats avaient été blessés et deux rebelles avaient trouvé la mort.

## DROITS DE L'HOMME

### LES ASSASSINATS PERDURENT

Le 3 février, 5 cadavres non-identifiés de personnes torturées ont été retrouvés à divers endroits du pays. Ces informations ont été divulguées par le biais de rapports de presse, diffusés le 4 février.

Deux des cadavres ont été localisés dans le port de San José, département de Escuintla. Deux autres ont été trouvés dans la capitale alors que le dernier est apparu dans la ville de Coatepeque, située dans le département de Quetzaltenango.

### DES MAISONS DE PAYSANS, BRULEES

Le 28 janvier, des paysans, habitant la bourgade San José Belice, dans la municipalité de Pajpita, département de San Marcos, accusaient des soldats appartenant à l'avant-

poste de combat Santa Ana Berlin d'incendier des habitations de ladite bourgade ce qui a obligé de nombreuses familles à quitter la communauté.

On apprenait également que les troupes gouvernementales effectuaient des opérations militaires dans la région.

#### ASSASSINATS DE PAYSANS

Le 28 janvier, les voisins et les proches des paysans Antonio Lobos Cortez et Antonio Lobos Ca dénonçaient leur assassinat par des effectifs de l'armée qui les ont obligé à sortir de chez eux, càd du village San Antonio Ilotenango, à El Quiché.

Selon cette dénonciation, les "inconnus" ont ouvert le feu à la mitrailleuse sur les paysans et ensuite, en présence des familles, ils les ont taillé en pièces à coups de machette. Il est également à noter que le 16 janvier, Diego Tay Agital subissait le même sort.

#### ASSASSINAT D'UN HOMME POLITIQUE

Le 28 janvier, le premier conseiller municipal de Jocotan, dans le département oriental de Chiquimula, Alfonso Jeronimo Perez, du parti démocrate-chrétien, était assassiné par des inconnus qui le décapitèrent.

Le cadavre du conseiller a été retrouvé mutilé. En effet, la tête, les oreilles et les mains avaient été coupées.

#### CULROSS VEUT CONTRIBUER A CHANGER L'IMAGE DE MARQUE DU PAYS

Le 30 janvier, le rapporteur de la Commission des Droits de l'Homme des Nations-Unies pour le Guatemala, Lord Colville de Culross, alors qu'il se trouvait en visite dans le pays sur invitation du gouvernement, devait déclarer: "j'espère pouvoir contribuer à changer l'image de marque extérieure du Guatemala". Culross a stipulé que le pays était désormais en mesure de se défendre contre les accusations de violation des Droits de l'Homme au cours de la prochaine réunion de la CDH de l'ONU en mars prochain, qui se tiendra à Genève, en Suisse, étant donné qu'il s'était doté d'un gouvernement constitutionnel.

D'autre part, le Vicomte de Culross ajoutait qu'il disposait d'information statistique relative au nombre de disparus au cours de ces dernières années au Guatemala, à savoir quelques 2 117 personnes et, que cela va faire "plus de trois ans qu'il essaye de déceler quelles sont les causes principales qui mènent à la disparition des personnes dans ce pays".

Le Groupe d'Appui Mutuel -GAM-, composé des proches des personnes détenues et disparues en réponse aux déclarations du rapporteur, a signalé qu'au cours des deux dernières années, plus de 3 000 personnes avaient disparu au Guatemala pour des raisons politiques et le GAM tient les forces de sécurité gouvernementales pour responsable de ces enlèvements et plus spécifiquement, l'armée.

#### A.I. DEMANDE QU'UN TERME SOIT MIS AUX ASSASSINATS

Le 3 février, Amnesty International -A.I.- lançait un appel urgent au gouvernement du Guatemala pour qu'un terme soit mis aux assassinats perpétrés par les forces de sécurité.

L'Organisation Internationale des Droits de l'Homme, dont le siège se trouve à Londres, au Royaume-Uni, a précisé qu'elle avait demandé au président Vinicio Cerezo d'entamer une enquête portant sur les milliers de civils, non combattants, qui sont morts aux mains des forces gouvernementales, au cours de ces dernières années, après avoir été torturés dans la majeure partie des cas, voire mutilés.

#### L'ARMEE NIE L'EXISTENCE DE DISPARUS

Le Colonel Juan Fernando Nifuentes Herrera, Chef des relations publiques de l'armée, a déclaré qu'il n'y avait pas de prisons clandestines dans aucun des campements militaires du pays car cela équivaldrait à un manquement aux principes constitutionnels qui sont en vigueur.

Selon le porte-parole militaire, on parle trop souvent de disparus alors qu'il s'agit en réalité de personnes qui ont quitté le pays ou qui font partie de la guérilla.

Les proches des victimes affirment, cependant, ainsi que les témoins que ces personnes ont été capturées illégalement par les forces gouvernementales alors qu'elles se

trouvaient chez elles, sur les lieux de travail ou sur la voie publique.

#### SPECULATIONS

Le 30 janvier, le Ministre de l'Intérieur, Juan José Rodil Peralta, faisait savoir que "sans se lancer dans des spéculations mais si, d'après l'enquête, il s'avérait que des militaires étaient impliqués dans la disparition de personnes, ils devraient être jugés par les tribunaux". Le Ministre s'en référait aux dénonciations émanant du Groupe d'Appui Mutuel qui mettent en exergue le fait qu'il existe dans les centres et les bases des forces militaires, des prisons clandestines.

#### SITUATION SOCIALE

##### LA DC OUBLIE SES PROMESSES

Le 26 janvier, le Secrétaire Général de la Confédération de l'Unité Syndicale de Guatemala, Juan Francisco Alfaro Mijangos, avançait que le gouvernement démocrate-chrétien avait oublié les promesses formulées au cours de la campagne électorale et adressées au secteur ouvrier.

Alfaro Mijangos a souligné que le président Cerezo avait pris des mesures économiques et financières semblables à celles qui avaient été promues par le régime militaire antérieur, celles-là même qui avaient provoqué le déséquilibre de l'économie nationale.

Il a précisé que l'on avait pas tenu compte des suggestions et des demandes du secteur ouvrier, entre autre chose, de mettre le holà au coût de la vie par trop élevé et l'accomplissement des normes de travail et de prévision sociale.

##### REUSSITE EN MATIERE D'AUGMENTATION SALARIALE

Le 30 janvier, le Conseil National du Corps Enseignant faisait savoir que le gouvernement avait accédé à sa demande d'augmentation salariale pour les enseignants et dès lors il convenait pour tous les éducateurs et enseignants du pays de suspendre les actions de fait qui avaient été prévues pour le mois de février.

Selon cette information, le gouvernement a octoyé une augmentation de 50 quetzales mensuels à l'ensemble du corps enseignant et aux travailleurs de l'Etat.

XXXXXXXXXXXXXXXXXX